

« Semaine mondiale de l'eau 2019 de Stockholm »

«Transformer les sociétés pour répondre aux ODD: le rôle de la finance»

Mardi 27 août 2019 - Salle L8

DISCOURS D'OUVERTURE



**Discours de Monsieur Loïc Fauchon
Président du Conseil Mondial de l'eau**

Merci d'avoir répondu à notre invitation pour participer à ce séminaire sur le sujet du financement de l'eau.

C'est évidemment un sujet essentiel pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement de milliards de personnes dépourvues de l'usage des biens essentiels à la vie et à la dignité. Mais n'oublions pas que l'argent ne suffit pas à permettre cet accès.

Il faut trois piliers solides et profonds pour que la maison de l'eau ait des fondations durables. Au-delà des finances, il faut aussi partager la connaissance et assurer une bonne gouvernance. Si un de ces trois piliers manque, l'accès à l'eau ne sera ni équitable, ni responsable.

Le Conseil mondial de l'eau a toujours accordé une grande importance au sujet du financement de l'eau. Le Conseil n'est ni un donneur ni un investisseur. C'est simplement une fédération de 400 organisations internationales, issues de plus de 60 pays. Mais la plupart des donateurs les plus importants (les banques de développement, les agences bilatérales, les pays ou les fédérations de pays, les fondations et les autorités locales) sont membres du Conseil.

Tout le monde ici sait que depuis plusieurs décennies, la demande en eau a nettement augmenté en volume. Pour l'instant, cela n'est pas dû au changement climatique, qui est selon le roi du Maroc « l'injustice ultime qui touchera les plus pauvres ».

Cette augmentation des besoins en eau est d'abord due à la croissance démographique et à tous les effets négatifs qui y sont liés. Croissance urbaine, exodes ruraux, bidonvilles, saturation des zones côtières, pollution des mers et des rivières sont autant de conséquences engendrées par une pression démographique débridée.

La demande en eau augmente plus rapidement que l'approvisionnement, surtout dans les pays en voie de développement.

Augmenter l'approvisionnement et réguler la demande : voilà le défi à relever, qui est à la fois global, régional et local.

Nous devons à la fois investir mais aussi maintenir et renouveler les infrastructures et les équipements.

Tout cela coûte de l'argent. Tout cela est cher, particulièrement dans les pays qui ont trop ou trop peu d'eau. Parce que nous devons sécuriser l'eau de plus en plus, nous devons avoir assez de ressources pour garantir la sécurité de l'eau. L'ingéniosité des êtres humains est très coûteuse à mettre en œuvre : les transferts d'eau massifs, les forages profonds, les grands réservoirs, la désalinisation ; et aujourd'hui la réutilisation des eaux usées.

Il faut de l'argent, beaucoup d'argent, encore et encore de l'argent.

La question de ce séminaire n'est pas seulement de savoir comment « transformer les sociétés pour atteindre les objectifs de développement durable ».

La vraie question est : quel degré de priorité les sociétés humaines sont-elles prêtes à donner à l'eau et à l'assainissement.

A quoi servent ces objectifs de développement pour l'eau, si aucun Etat, aucune organisation internationale, aucune banque, aucune autorité locale ne fait de ce sujet sa principale priorité avec l'accès à l'énergie.

Peut-on imaginer que ces communautés humaines prétendent accéder à un haut standard de développement ou s'y maintenir sans avoir établi un service public de l'eau pour tous, équitable en quantité et en qualité, à un niveau de prix acceptable par et pour tous.

L'eau partout, et pour tous.

Tout cela fait bien de l'eau un sujet éminemment politique. Oui « Water is Politics ».

C'est pourquoi un signal fort d'engagement provenant des plus hauts niveaux politiques nationaux et internationaux est indispensable pour donner le ton et accroître les financements pour la gestion et la sécurisation des ressources en eau.

Les décideurs politiques de tous niveaux doivent prendre leurs responsabilités.

Le Conseil mondial de l'eau veut continuer à apporter sa contribution à l'amélioration du financement de l'eau. C'est pourquoi je propose à votre réflexion quelques recommandations et propositions pour dégager des solutions concrètes et des réponses aux questions qui nous sont posées sur le terrain.

1. Supprimer la dette de l'eau dans les 50 pays où l'accès à l'eau est le plus faible, sous réserve que le même montant soit consacré par chaque pays à des actions pour l'eau.
2. Faire accomplir par les Etats le principe de sous-souveraineté, permettant aux autorités locales et régionales de plein exercice d'emprunter pour l'eau sur le marché international.
3. Promouvoir l'idée que la résilience urbaine évoluera vers une résilience territoriale qui inclut les zones rurales, ces dernières représentant tout de même 50% de la population mondiale. Oui aux villes intelligentes, mais oui aussi aux zones rurales intelligentes.
4. Insister sur l'obligation que nous avons maintenant de travailler de manière horizontale en associant l'eau à d'autres domaines essentiels. Pour cela, nous pouvons aller au-delà du concept de la gestion intégrée des ressources en eau et aller vers une Five Finger Alliance (l'eau, l'énergie, la nourriture, la santé et l'éducation). Nous pouvons aussi donner des bonus aux projets qui intègrent ces différents domaines.
5. Accorder systématiquement un bonus de financement aux projets d'assainissement pour contribuer à rattraper le retard existant dans ce domaine.
6. Prévoir de manière obligatoire pour chaque projet d'investissement 20% du budget consacré à la maintenance des équipements et à la formation des personnels qui l'assureront.
7. Sensibiliser les Parlements et les parlementaires sur leur rôle majeur dans le vote des lois et des budgets sur l'eau.

8. Faire accepter le rôle des autorités locales, provinciales et régionales en termes de compétences institutionnelles et leur permettre de consacrer une part (1% par exemple) de leurs budgets à des actions de coopération internationale.

9. Inciter à la création de budgets autonomes de l'eau et de l'assainissement pour les Etats et les communes afin de respecter le principe « l'eau paie l'eau » et apporter une plus grande transparence à l'usage des recettes comme des dépenses.

10. Conscient des besoins de sensibilisation nécessaire pour obtenir une plus grande priorité consacrée à l'eau et à l'assainissement, une simplification des mécanismes de financement, une clarification des compétences de chacun, le Conseil mondial de l'eau prendra l'initiative d'organiser durant l'année 2020 des conférences spécifiques à l'intention notamment des bailleurs, des parlementaires et des autorités locales.

Voici quelques suggestions à discuter et à transformer en initiatives concrètes pour l'eau.

Merci de votre attention, et je vous souhaite des débats fructueux.